Document generated on 07/18/2025 5:33 p.m.

Sociologie et sociétés

In memoriam. Gabriel Gagnon (1935-2024), l'intellectuel rebelle

Marcel Fournier and Jacques Hamel

Volume 54, Number 2, Fall 2022

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1113058ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1113058ar

See table of contents

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)
1492-1375 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Fournier, M. & Hamel, J. (2022). *In memoriam*. Gabriel Gagnon (1935-2024), l'intellectuel rebelle. *Sociologie et sociétés*, *54*(2), 5–12. https://doi.org/10.7202/1113058ar

Tous droits réservés © Les Presses de l'Université de Montréal, 2024

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

In memoriam Gabriel Gagnon (1935-2024), l'intellectuel rebelle

MARCEL FOURNIER
Université de Montréal
marcel.fournier@umontreal.ca

JACQUES HAMEL
Université de Montréal
jacques.hamel@umontreal.ca

…tant que quelqu'un, à la tombée du jour, pensera encore à moi,
je serai toujours vivant.

Gabriel Gagnon, (2018), *De Parti Pris à Possibles. Souvenirs d'un intellectuel rebelle*, Montréal, Varia.

Gabriel Gagnon est décédé le 18 février 2024 des suites d'une brève maladie. Il a œuvré sa vie durant à l'Université de Montréal, d'abord au Département d'anthropologie pour ensuite gagner le Département de sociologie où il a été en poste pendant près de trente ans.

Force est de constater que, discret, Gabriel parlait peu de lui-même, préférant débattre d'idées et discuter d'organisation politique. Ce n'est qu'une fois à la retraite, qu'il s'est lancé dans la rédaction de sa propre autobiographie qu'il a intitulée *De Parti pris à Possibles. Souvenirs d'un intellectuel rebelle.* Un beau titre, qui résume bien sa vie et son œuvre.

PORTRAIT DE GABRIEL EN JEUNE HOMME

Né à Mont-Joli, Gabriel Gagnon entreprend, comme tout fils de bonne famille — son père est avocat —, des études classiques. « Esprit rebelle à l'institution » et quelque peu indiscipliné, il fréquente quatre établissements entre 1945 et 1953 : le Collège Charles-Garnier à Québec, tenu par des jésuites (il se fait mettre à la porte), le Séminaire de Rimouski (où il est pensionnaire) et enfin le Séminaire de Québec. Heureusement, il a de bons résultats scolaires et il s'inscrit en 1953 à l'Université Laval où il s'oriente vers la philosophie avec un intérêt pour la philosophie des sciences et les sciences sociales ; il y obtient une licence en philosophie.

Alors même qu'il est aux études, Gabriel s'engage, au milieu des années 1950, dans le militantisme étudiant et dans la foulée il fait un voyage en Europe afin de participer à un séminaire qui porte sur l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) tenu dans différentes villes. À son retour, à 21 ans, il est élu président de la Fédération nationale des étudiants universitaires canadiens (FNEUC) et s'installe à l'Université Carleton. À ce titre, il effectue aussi plusieurs voyages à l'étranger : Nigeria, Suède, Hollande, Pologne. En 1959, à Ottawa, il rencontre Marie Nicole L'Heureux avec laquelle il se marie la même année.

Gabriel revient aux études à l'Université Laval et, pour sa maîtrise, opte pour la sociologie. L'une de ses sœurs, plus jeune, Nicole Gagnon, fait le même choix. Elle deviendra par la suite professeure de sociologie à l'Université Laval et dirigera pendant plusieurs années la revue *Recherches sociographiques*. Pendant ses études, Gabriel connaît deux expériences de recherche, l'une comme stagiaire dans un groupe de recherche en sociologie urbaine en vue d'étudier « les zones urbaines de l'agglomération de Québec » et l'autre comme membre d'une grande équipe qui, dirigée par Arthur Tremblay, spécialiste en éducation, veille à collecter des données sur la persévérance scolaire. Le militant étudiant qu'il a été devient un militant politique de gauche très actif : d'abord au Parti social-démocrate du Québec (PSD), puis au Nouveau Parti démocratique (NPD). L'un de ses premiers textes (Gagnon, 1960) paraît à cette époque dans la revue *Cité libre* dirigée alors par Pierre-Elliot Trudeau.

Il ne relègue toutefois pas ses études aux oubliettes en s'employant inlassablement à lier recherche et engagement politique. Il se rend à Paris afin d'entreprendre des études de doctorat à l'École Pratique des Hautes Études, VIe section, où il obtient d'abord un certificat en recherches africaines, puis un doctorat placé sous la direction de Georges Balandier qui, anthropologue et sociologue africaniste, vient d'inaugurer à la Sorbonne la première chaire de sociologie et d'ethnologie de l'Afrique noire. Attiré par la pensée autogestionnaire et tiers-mondiste, Gabriel cherche à savoir comment la réalisation du socialisme peut émerger sous la tutelle des coopératives, des syndicats et des associations économiques africaines. En 1962, il se rend à Dakar afin d'observer le fonctionnement du socialisme africain basé sur les coopératives et l'animation.

De retour au Québec en 1963, il obtient un poste à l'Université de Montréal au Département d'anthropologie, d'abord comme chargé d'enseignement senior puis, deux ans plus tard, à titre de professeur adjoint. À l'été 1963, il participe au Bureau

d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) pour mener sous son égide une enquête sur le processus de régionalisation scolaire[1]. Au printemps 1965, il défend à Paris sa thèse de doctorat à la Sorbonne.

LE MILITANT SYNDICAL ET POLITIQUE

La fin des années 1960 et le début des années 1970 au Québec marque une période de grande effervescence politique sous le coup des mobilisations étudiantes et de la crise d'Octobre. Gabriel fait partie depuis 1966 du Comité de direction de *Parti Pris*, revue politique et culturelle de gauche teintée de marxisme qu'ont fondée en 1963 André Major, Paul Chamberland, Pierre Maheu, Jean-Marc Piotte et André Brochu. Il en devient co-directeur et y publie deux articles : l'un en 1966 « Pour un socialisme décolonisateur » (Gagnon, 1966) et l'autre, « Les voies de l'autogestion » (Gagnon, 1967), l'année suivante. Déjà, dans ces pages, il défend un socialisme décolonisateur aux couleurs d'un « socialisme de la vie quotidienne basé sur l'autogestion et susceptible de rejoindre l'ensemble des travailleurs ». La revue cesse de paraître en 1968.

En 1967, Gabriel fait un séjour de recherche et de conférence à Cuba. En juin de la même année, il entreprend, grâce à des octrois du Conseil canadien des Recherches urbaines et régionales et du Conseil des Arts du Canada, un travail de terrain aux Îles-de-la-Madeleine qui s'étend jusqu'à l'automne 1969 avec pour titre *Aménagements et changements socio-culturels* (Gagnon, 1968). Sa recherche relève à la fois de l'anthropologie sociale, celle de Georges Balandier, et de la sociologie formulée par Alain Touraine, spécialiste des mouvements sociaux, et par Albert Meister, auteur de *Participation, animation et développement*. Il privilégie en la matière l'étude de la participation comme en fait foi sa recherche sur les Îles-de-la-Madeleine et l'article qu'il publie en 1973 avec pour sous-titre *Éléments pour une anthropologie de la participation* (Gagnon, 1973).

En 1969-1970, il obtient un congé sabbatique pour retourner en France et travailler aux côtés du philosophe et épistémologue Gilles-Gaston Granger à l'Université d'Aix-en-Provence en étant parallèlement stagiaire au laboratoire Économie et sociologie du travail.

Gabriel, plus que jamais actif dans le syndicalisme universitaire, devient membre du Comité exécutif du Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM) après avoir contribué à sa fondation en 1972. Son militantisme se déploie également sur la scène politique puisque, membre du Conseil national et exécutif provincial du Nouveau Parti démocratique, il se présente comme candidat à l'élection fédérale d'octobre 1972 dans le comté de La Fontaine. En raison de la consigne de René Lévesque d'annuler son vote lors de cette élection, il n'obtient que 13 % du vote, mais il continue néanmoins à militer sous cette bannière, avant de défendre les couleurs du RCM (Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal). En marge de ses

1. Voir Gabriel Gagnon et Claude Gousse (décembre 1965).

activités militantes, il envisage la politique au Québec sur le plan théorique en consacrant une étude au populisme du Crédit social (Gagnon, 1976)[2].

LE DÉVELOPPEMENT, COOPÉRATIVE OU AUTOGESTION

En juin 1970, Gabriel quitte le Département d'anthropologie pour joindre le Département de sociologie de la même université. Il obtient la permanence en se voyant octroyer le titre de professeur agrégé et, sur la lancée, il adhère en 1970 à l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française (ACSALF) et à l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) dont il devient d'ailleurs membre du Bureau exécutif de 1975 à 1978. Les cours et séminaires qui lui sont confiés abordent l'épistémologie et la théorie sociologique, la sociologie du travail, l'étude du développement, de la coopération et de l'autogestion avec en sus des enseignements sur la culture populaire et l'imaginaire social.

Gabriel Gagnon développera parallèlement des considérations théoriques propices et fécondes qu'il aura soin de résumer dans l'article (Gagnon, 2018) qu'il a d'ailleurs placé en annexe de son autobiographie. En termes proprement pédagogiques, il envisage la sociologie sur deux plans différents : celui de son objet, propre à la discipline, et celui du statut de la connaissance produite en son nom. Il le fait de manière extrêmement originale en cherchant à concilier des théories dont les auteurs sont réputés opposés dans le cadre de l'enseignement de la théorie et de l'épistémologie des sciences sociales : par exemple, Cornélius Castoriadis et Gilles-Gaston Granger sur les questions d'épistémologie.

Granger donne un statut particulier à la connaissance que produit la sociologie par rapport à celles engendrées dans l'orbite scientifique. Pour sa part, Gabriel, ami fidèle de Granger, considère que la sociologie peut être considérée comme une « science » en autant que les sociologues consentent les efforts requis pour rationaliser et formaliser une théorie de l'action sociale devant toutefois se conformer à sa nature particulière, celle d'être une « institution imaginaire ». C'est là une notion que Gabriel emprunte à Castoriadis, même s'il est, selon lui, difficile de penser que l'objet de la sociologie puisse être « théorisable de part en part », comme le dit si bien son ami Marcel Rioux (1978 : 10). Sous ce chef, Granger et Castoriadis font bon ménage alors que la tradition philosophique les oppose. Gabriel, sociologue et militant, ne peut s'empêcher d'ajouter que la connaissance issue de la sociologie a valeur réflexive, c'est-à-dire alimente immédiatement le « mode de connaissance » qui donne corps à l'action sociale, action nullement réductible à la lutte qui oppose des « adversaires » identifiables en termes politiques ou militants comme en témoigne sa vaste étude des mutations sociales qui ont donné au Québec son nouveau visage depuis la Révolution tranquille[3].

---

2. Il s'agit de sa communication présentée au IXe Congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française tenu à Menton en mai 1975.

3. Voir la seconde partie de l'article « Sociologie, mouvements sociaux, conduites de rupture. Le cas québécois », qui, placé en annexe de son autographie, est initialement paru dans *Sociologie et sociétés* (Gagnon, 1978).

Au chapitre de la recherche sociologique, Gabriel considère sous ce chef les coopératives et l'autogestion d'abord au Sénégal, en Tunisie et à Cuba, puis au Québec. L'ouvrage qu'il publie en 1976 aux Presses de l'Université de Montréal porte sur trois pays, le Sénégal, Cuba et la Tunisie avec pour titre *Coopératives ou autogestion* et réunit quatre de ses anciens étudiants : Alfred Sicotte, Jules Savaria, Lise Rochon et Madeleine Jacques. Ils ne se font pas faute d'être critique envers les coopératives, un peu à la manière de Lénine, en mettant au jour les vicissitudes de ces entreprises à l'œuvre dans ces trois pays périphériques sans toutefois faire fi des nouvelles utopies — des *possibles* — qu'elles peuvent susciter. Dans cette veine, il devient maître d'œuvre d'un numéro spécial de la revue *Sociologie et sociétés* sur le thème « Domination et sous-développement » (1974) auquel contribue Samir Amin en signant « Vers une nouvelle crise structurelle du capitalisme » tandis que Gabriel propose une réflexion théorique intitulée *Coopératives, politique et développement* (Gagnon, 1974)[4]. La question du développement est, du reste, déjà à son programme puisque, en 1973, avec son collègue Luc Martin, il a fait paraître aux éditions Hurtubise un recueil de textes sur le sujet, *Québec 1960-1980. La crise du développement. Matériaux pour une sociologie de la planification et de la participation* qui compte, parmi les collaborateurs, Pierre-Elliot Trudeau, André Raynaud, Gérald Fortin et Jean-Claude Lebel.

LA REVUE POSSIBLES

Dans les murs du Département de sociologie, il a pour collègue Marcel Rioux, avec lequel il est familier puisque, originaires de la même région, lui de Mont-Joli et son vis-à-vis d'Amqui, tous deux restent fidèles à leur patelin natal, passant leurs vacances d'été sur le bord du fleuve Saint-Laurent, l'un à Trois-Pistoles et l'autre à Sainte-Flavie. Ils sont, de surcroît, anthropologues de formation.

Il n'est donc rien d'étonnant de voir leurs affinités se muer en collaboration commune, celle qui engendre la revue *Possibles*, fondée en 1976 en compagnie des poètes Gilles Hénault et Gaston Miron, de Gérald Godin et de l'artiste Roland Giguère. Les premières discussions se tiennent à North Hatley et réunissent également d'autres sociologues comme Robert Laplante, Marc Renaud, Muriel Garon-Audy et Marcel Fournier. À l'enseigne de la revue, le comité de rédaction comprend des historiennes de l'art (Rose-Marie Arbour et Francine Couture), une professeure de littérature (Lise Gauvin) et Raymonde Savard, Élise Lavoie, sans oublier le cinéaste Pierre Perrault. Sous le signe de l'autogestion, l'équipe doit s'acquitter de toutes les tâches — déterminer les thèmes (l'autogestion et le nationalisme par exemple), identifier et inviter les personnes susceptibles de collaborer aux numéros, évaluer les textes, corriger les épreuves, choisir la page couverture — et prendre à tour de rôle la responsabilité des numéros spéciaux.

4. Ce texte reprend essentiellement une communication présentée au XXIXe Congrès de l'Institut international de sociologie à Alger du 15 au 30 mars 1974.

En parallèle, Gabriel forme également tandem avec Marcel Rioux pour entreprendre une vaste étude sur les « pratiques émancipatoires en milieux populaires » financée par l'Institut québécois de la recherche sur la culture (IQRC) fondé et présidé par Fernand Dumont. L'entreprise collective débouche sur la publication du recueil *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire* (Dupuis, Fortin, Gagnon, Laplante et Rioux, 1982), prélude à un autre ouvrage, signé cette fois par Gabriel et Rioux, *À propos d'autogestion et d'émancipation. Deux essais* (Gagnon et Rioux, 1988).

Le décès de Marcel Rioux en 1992, amène Gabriel à la barre de *Possibles* et au fil des ans il en deviendra l'infatigable animateur. Sans relâche, il veille à l'organisation de colloques consacrés à la formation d'un nouvel imaginaire social, notion empruntée à Cornelius Castoriadis, auteur de *L'institution imaginaire de la société* (1975)[5]. La notion d'institution sociale lui est très utile pour expliquer les mutations sociales engendrées, notamment, par des acteurs qui s'opposent entre eux pour donner le cap à la société : les luttes et les changements en acte dans la société s'opèrent donc en fonction d'un « imaginaire » à l'œuvre à l'échelle collective. Gabriel réunira d'ailleurs sous une même couverture, *Au cœur des possibles* (Gagnon, 1995), les articles qu'il a préalablement publiés dans *Possibles* sur le sujet.

En 2000, il décide de prendre sa retraite, à 65 ans, dans l'intention de faire place aux jeunes collègues et ainsi rajeunir le corps professoral de l'université. Il reste néanmoins actif, s'occupant sans répit des tâches que lui impose *Possibles* dorénavant diffusé en ligne et prenant à sa charge la direction des numéros destinés à souligner le 40e anniversaire de la revue et des numéros portant sur ses thèmes de prédilection : les « utopies concrètes[6] » et les « pratiques émancipatoires » avec, à la clé, la notion d'imaginaire social qui le lie à Castoriadis, certes, mais également à André Gorz et à Marcel Rioux.

Nullement enclin à espérer le « Grand soir », Gabriel aspire plutôt à des « réformes révolutionnaires » génératrices de changements sociaux — à l'instar de la nationalisation de l'électricité, de la réforme du système d'éducation dans la foulée du rapport Parent, de la loi 101, de la protection du territoire agricole et de l'assurance maladie — sans velléités de faire table rase. En s'adressant au public étudiant, il l'invite à voir d'un bon œil le gel des droits de scolarité, la réforme de l'université marchande et l'abolition des droits de scolarité. Les « réformes révolutionnaires » qu'il appelle de ses vœux permettraient selon lui de subordonner l'argent à l'égalité sociale et à la solidarité et ultimement de voir éclore à l'université

5. Gabriel était très proche de cet auteur. Il l'a invité à Montréal en octobre 1986 pour donner à la Faculté de l'éducation permanente une conférence sur « Les enjeux actuels de la démocratie » (Castoriadis, 1986). Le texte de la conférence a été publié dans la revue *Possibles* dans le numéro consacré au thème « Une idée pour l'an 2000 : l'autogestion ». Ce numéro spécial, qui voulait souligner le 10e anniversaire de la revue, s'intitulait « Autogestion, autonomie, Démocratie ».

6. Voir « De *Parti Pris* à *Possibles*. Une vie pour les utopies concrètes » (Lapierre, 24 novembre 2018).

l'autogestion capable à ses yeux « de protéger de la tyrannie du groupe la carrière de nos collègues originaux ou dissidents[7] ».

Impossible de conclure sans citer l'autobiographie que Gabriel a écrite au soir de sa vie en reprenant ses propres mots. « J'ai tenté d'accompagner — écrit-il — ceux et celles qui me semblaient les plus susceptibles de réaliser un Québec souverain fondé sur un "socialisme décolonisateur" toujours menacé » et cela en se faisant intellectuel critique et rebelle, fidèle à ses idées et à ses convictions politiques comme aux personnes qu'il a connues et aimées. Dans les dernières lignes du récit de sa vie, il confie en effet que « s'[i]l a pu avoir une vie bien remplie, c'est surtout grâce aux personnes qui l'ont comblé de leur estime et de leur affection », à commencer par Marie Nicole L'Heureux, sa compagne de vie et proche collaboratrice, qui lui survit et qui, comme lui, fait siennes les utopies concrètes que représentent les réformes révolutionnaires, elle qui est l'auteure de l'ouvrage *Les voix de l'autonomie ouvrière. Les papetiers de Windsor* (2000).

24 avril 2024

BIBLIOGRAPHIE

Castoriadis, C. (1975), *L'institution imaginaire de la société,* Paris, Seuil.

Castoriadis, C. (1986), « Les enjeux actuels de la démocratie », *Possibles*, vol. 10, n° 3/4, p. 313-333.

Dupuis, J.-P., A. Fortin, G. Gagnon, R. Laplante et M. Rioux (1982), *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*, Québec, Éditions de l'IQRC.

Gagnon, G. (1960), « Pour une planification régionale et démocratique », *Cité libre*, vol. XI, n° 29, p. 9-12.

Gagnon, G. (1966) « Pour un socialisme décolonisateur », *Parti Pris*, vol. 4, n° 1, p. 40-56.

Gagnon, G. (1967), « Les voies de l'autogestion », *Parti Pris*, vol. 4, n° 7-8, p. 56-72.

Gagnon, G. (1968), « Aménagement et changements socio-culturels aux Îles de la Madeleine », *Recherches sociographiques*, vol. IX, n° 3, p. 299-306.

Gagnon, G. (1973), « Les Îles-de-la-Madeleine, *éléments pour une anthropologie de la participation* », *in* Tremblay, M.-A. et G.-L. Gold, *Communautés et culture. Éléments pour une ethnologie du Canada français*, Montréal, Éditions HRW, p. 185-207.

Gagnon, G. (1974), « Coopératives, politique et développement », *Sociologie et sociétés*, vol. 6, n° 2, p. 87-100.

Gagnon, G. (1976), « Populisme et progrès. Les Créditistes québécois », *Recherches sociographiques*, vol. 17, n° 1, p. 23-35.

Gagnon, G. (1978), « Sociologie, mouvements sociaux, conduites de rupture. Le cas québécois » *Sociologie et sociétés*, vol. 10, n° 2, p. 102-121.

Gagnon, G. (1995), *Au cœur des possibles*, Montréal, Écosociété.

Gagnon, G. (2018), « Sociologie, mouvements sociaux, conduites de rupture : le cas québécois », *in De Parti-pris à Possibles. Souvenirs d'un intellectuel rebelle : 1936-2016*, Montréal, Varia, p. 163-198.

Gagnon, G. et M. Rioux (1988), *À propos d'autogestion et d'émancipation. Deux essais*, Québec, Éditions de l'IQRC.

Gagnon, G. et C. Gousse (1965), *Le processus de régionalisation scolaire dans l'Est du Québec*, Annexe technique au Plan du B.A.E.Q., décembre.

Lapierre, M. (2018), « De *Parti Pris* à *Possibles*. Une vie pour les utopies concrètes », compte rendu du livre *De Parti Pris à Possibles*, Le Devoir, 24 novembre.

7. *Idem*.

L'Heureux, M.N. (2000), Les voix de l'autonomie ouvrière. Les papetiers de Windsor, Montréal, Presses de l'Université Laval.

Rioux, M. (1978), *Essai de sociologie critique*, Montréal, Hurtubise HMH.